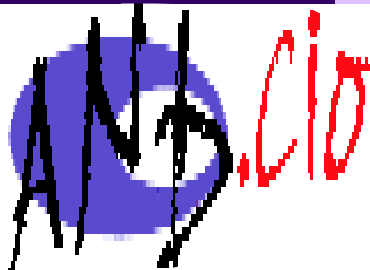




La lettre des directeurs de CIO



Édito du président

SOMMAIRE

Edito p 1

Rôles du CIO - du Directeur p 4

Exit Pierre Lunel
Exit Bernard Thomas p 5

Bulletin d'adhésion p 8

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-aix-marseille.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une
association pour tous les
Directeurs**

Visitez son site internet
[http://perso.wanadoo.fr/
adcio](http://perso.wanadoo.fr/adcio)

En ces temps peu propices à nos CIO, il ne paraît pas indispensable d'insister sur les perspectives moroses que leur dessine la mise en œuvre progressive du « grand service d'orientation » de la cinquième à l'Université : nous y sommes pour le moins marginalisés. Les carences de recrutement de nouveaux conseillers commencent à faire sentir leurs premiers effets concrets à la rentrée 2008, les décisions de suppression de postes, les problèmes de tous ordres qui s'annoncent laissant augurer de temps difficiles.

En même temps, l'offre de services privés dans le domaine de l'orientation s'étoffe dans un contexte de remise en cause sans nuances du travail effectué par nos centres et leurs personnels, le tout étant généreusement relayé par des médias pour lesquels le respect d'une déontologie profession-

nelle minimale ne semble pas constituer une préoccupation majeure.

Il a donc semblé intéressant d'aller voir ce que proposaient ces nouveaux acteurs lucratifs du conseil en orientation.

On trouve, par exemple, sur le site Internet d'une des principales entreprises d'aide aux devoirs et de soutien scolaire une proposition commerciale dite « accessible au plus grand nombre ». On n'entrera pas ici dans le détail de la prestation décrite avec force arguments. On ne développera pas non plus de réflexion critique sur l'intérêt de souscrire à une telle prestation ; cela passerait immanquablement pour un plaidoyer pro-domo pour toute personne qui ne connaîtrait pas parfaitement nos services.

Considérons comme vraisemblable l'hypothèse suivante : cette « offre » d'un acteur majeur des cours particuliers aux élèves, pour susciter l'adhésion des familles à une prestation tarifée dans le domaine

de l'orientation, utilise très probablement avec habileté certains éléments constitutifs de la représentation sociale du service public rendu par les CIO en en prenant le contre-pied. Bien entendu, nous disposons d'un certain nombre d'éléments (à commencer par les différents rapports publiés ces dernières années) qui laissent penser que cette représentation de nos services est essentiellement négative : sinon pourquoi payer ce qu'on pourrait obtenir aussi bien, peut-être mieux gratuitement ?

Il est donc essentiel pour nous de tenter de comprendre les raisons, bonnes ou mauvaises, qui font que nos services, puissent être régulièrement discrédités sans que cela ne choque grand monde.

Quelles sont donc les questions que nous posent, « en creux », les arguments de vente de cette prestation privée ? Il ne s'agit pas de se battre la coulpe stérilement mais d'accepter d'interroger les repré-

sentations qui parviennent lentement mais sûrement, à décrédibiliser les services rendus par nos CIO. Il va sans dire que nous sommes convaincus de leur utilité sociale, de la plus value incontestable qu'ils sont susceptibles d'apporter, de la qualité générale des prestations qu'ils assurent gratuitement dans la tradition du service public.

Cette entreprise « croit au potentiel de chaque enfant »

Pourrions nous en déduire que l'opinion générale considère que ce n'est pas notre cas, ou, du moins que nous ne saurions pas le communiquer suffisamment à nos consultants ?

Elle s'engage à proposer à l'enfant « des métiers qui ont de réels débouchés » dont au moins un « en conformité avec la réalité du marché de l'emploi »

Sans doute que nous n'apparaissions pas suffisamment experts en *métiers* et en *débouchés* ni ne connaissons le *marché de l'emploi* pour en faire autant. Peut-être bien qu'il est notoire que notre qualification, notre idéologie nous dispensent de nous intéresser à ces trivialités, pour nous consacrer à la psychologie des profondeurs de l'âme.

Elle propose une approche pragmatique, apportant des réponses simples et claires sur la question de l'appariement entre le profil de l'élève et le secteur d'activité qui lui convient.

Sommes-nous perçus comme trop *dogmatiques* ? Est-ce que nous complexifions les choses à loisir pour finalement aboutir à ce qu'on sorte de nos centres avec un esprit encore plus embrouillé qu'avant d'y être reçus ?

Elle promet d'en faire un

exercice constructif justifiant l'implication de l'élève, exercice qui lui sera profitable pour les prochaines étapes de sa vie.

Contribuons-nous, au contraire à *détruire* motivation, estime de soi et aurions-nous un effet néfaste sur l'avenir de nos consultants, convaincus qu'ils seraient d'avoir été mal orientés ?

Loin de nous l'intention d'ironiser de façon quelque peu facile sur cette présentation irénique, de défendre, en va-leureux petit soldat inconditionnellement solidaire, une situation dont nous dénonçons la tendance à la réification depuis de nombreuses années.

Bien au contraire le fait que cette publicité quelque peu ingénue ait des chances de faire mouche nous interpelle et nous amène à réfléchir à nouveau sur les raisons de cette profonde méconnaissance, de la part de leurs usagers naturels, de nos CIO, des services d'orientation en général, de leur potentiel.

Il suffit, pour le confirmer, de tenter une expérience : questionnez les lycéens qui manifestent actuellement, sur les COP et les CIO. Nous l'avons fait en 2006 lors de notre journée de réflexion. Il en reste une vidéo édifiante.

Plus que jamais, la question de l'ouverture la plus large de nos centres, de leurs organes de décision à la participation de leurs partenaires et de leurs usagers demeure un enjeu vital, non seulement pour en conforter l'existence, mais pour que le service que nous nous échinons à rendre du mieux qu'il nous est possible retrouve enfin un sens social partagé. Il faut reconnaître que nous ne sommes collectivement pas très bons

dans ce domaine, y compris lorsque l'administration de certaines académies, préalablement convaincue par nos propositions, nous demande instamment d'instaurer ce partenariat. Faute de nous améliorer, il n'est point besoin d'être grand visionnaire pour prévoir le sort qui attend les centres isolés, sans prises fortes avec leur environnement. Inversement, on peut être raisonnablement optimistes pour les CIO qui auront su réaliser cette révolution copernicienne. Mais le service public, dans son ensemble, n'a rien à gagner à voir s'étioiler l'offre de service. Il nous appartient de faire ce qui est en notre pouvoir pour que le conseil en orientation demeure une occasion de réelle émancipation pour l'ensemble des personnes, élèves, étudiants, apprentis, décrocheurs, décrochés... A défaut, le grand public n'aura droit qu'aux « offres accessibles au plus grand nombre »... moyennant quelque menu investissement... !

Denis PETRUZZELLA

Post scriptum :

Quelques semaines après que cet éditorial ait été rédigé, nous avons pris connaissance de l'allocation de monsieur Darcos en clôture du congrès de la PEEP, qui semble amener de l'eau à notre moulin. Dans l'extrait, ci-dessous, les passages sont soulignés par nous : (source Ministère de l'Education)

« Faire reculer cette nouvelle frontière suppose aussi de saisir à bras le corps le chantier de l'orientation. Là encore, je tiens à ce que nous puissions travailler la main dans la main, car il est décisif de redonner la maîtrise de l'orientation aux familles. Je suis donc ravi que vous ayez choisi de consacrer votre 89e congrès national à cette question majeure pour l'avenir de nos enfants.

J'y suis d'autant plus sensible qu'en élargissant votre réflexion à l'horizon international vous rejoignez le thème central de la Présidence française en matière d'éducation. Sur cette question, comme sur les autres, je suis convaincu que la réflexion des familles peut apporter beaucoup.

Aujourd'hui, avant même d'esquisser des solutions, nous pouvons d'emblée établir un constat d'urgence. En effet, qui peut se satisfaire de l'opacité, de l'inefficacité voire du dogmatisme qui caractérisent aujourd'hui notre dispositif d'orientation ?

Je veux aujourd'hui reconquérir avec vous ce continent délaissé pendant des décennies par manque de courage et de volonté politique. L'introduction de parcours des métiers et la généralisation à tous les collèges de l'option de découverte professionnelle en classe de troisième permettent désormais aux jeunes adolescents de se familiariser avec le monde professionnel et d'affirmer leurs aspirations, mais ce n'est pas suffisant.

Au système actuel qui méconnait les aptitudes de nos enfants et leur voile bien souvent la réalité du monde professionnel, je veux opposer une orientation dynamique et ouverte qui prendra en considération les goûts des élèves et les aspirations de leurs familles.

Mais je veux surtout que l'orientation de demain soit largement ouverte sur l'environnement économique afin que les familles puissent connaître avec précision les débouchés des différentes filières et les chances de réussite qu'elles offrent à leurs enfants.

Vous le voyez, les réformes engagées depuis un an et celles à venir poursuivent un objectif central : assurer la réussite des élèves et je veux que leurs familles soient associées à cette réussite. »

Rôles du CIO - du directeur de CIO vus par deux Inspecteurs d'Académie

D

ans le cadre de l'ANDCIO, l'Association Académique des Directeurs de CIO Nancy-Metz qui regroupe la grande majorité des directeurs de CIO de Lorraine, a décidé pour cette année scolaire de rencontrer les Inspecteurs d'Académie DSDEN dans les départements composant l'Académie de Nancy-Metz.

Ces rencontres ont comme objectif de sensibiliser les Inspecteurs d'Académie à notre rôle spécifique dans la mise en œuvre du programme académique.

C'est aussi l'occasion de confronter nos points de vue sur notre place institutionnelle au sein des instances de l'Education Nationale, de travailler sur les attentes des uns et des autres, de mettre en valeur nos actions et d'envisager les évolutions à venir.

2 audiences ont déjà été effectuées auprès de 2 Inspecteurs d'Académie de Moselle et de Meurthe et Moselle représentant 75 % des effectifs scolaires de l'académie.

Les deux hauts responsables du système éducatif que nous avons rencontrés tiennent tout d'abord à nous assurer de la grande confiance qu'ils ont envers les directeurs de CIO pour ce qui est de la mise en œuvre du projet académique.

Ils jugent les rapports excellents avec les directeurs de CIO et les situent au niveau de l'expertise auprès des chefs d'établissement sur le champ de l'orientation, mais aussi sur le champ de l'insertion qui, pour ce qui les concerne, sont indissociables.

La perception qu'ils ont de notre action semble sous-tendue par celle ... que leur font remonter les chefs d'établissement.

Notre rôle est bien identifié, en appui au bassin, avec le souci que nous ne nous substituons pas à la nécessaire implication des chefs d'établissement concernant l'orientation et l'insertion.

Ils estiment que notre place particulière dans le système éducatif apporte une valeur ajoutée importante dans la réalisation des objectifs académiques, en particulier au niveau des contrats d'objectifs.

Une lettre de mission de l'Inspecteur d'Académie ou du recteur pourrait avec profit encadrer et conforter l'action de directeur de CIO auprès des chefs d'établissement.

Le rôle du Conseiller d'Orientation Psychologue est bien resitué au niveau de l'élève et des équipes enseignantes.

Même si parfois les représentations (pour un IA en particulier) de l'action du COP a nécessité une clarification, ils estiment indispensable la présence d'un spécialiste de l'orientation et de l'insertion dans les établissements au côté des enseignants dont le rôle, dans ces domaines, doit être renforcé.

Enfin l'ouverture du CIO au monde du travail, sa participation aux instances gérées par l'état dans le cadre de la politique de l'emploi, mise en avant (en particulier dans le cadre des maisons de l'emploi), peuvent permettre au système éducatif de mieux articuler son action avec les partenaires extérieurs.

Le CIO a une place naturelle à prendre, mais cela semble être souvent le cas, d'interface avec les autres services et organismes ayant en charge l'insertion professionnelle.

Ces deux audiences nous ont paru très profitables.

Elles ont donné un éclairage particulier sur ce qu'attend de nous l'institution. Elles nous ont permis de réaffirmer notre volonté d'exister dans un espace institutionnel souvent difficile à lire.

L'Inspecteur d'Académie de Meurthe et Moselle a conclu l'audience en nous affirmant que cette rencontre avait été pour lui une « bouffée d'oxygène ».

Dominique LAGAUDE

Comparaison : texte du schéma national de l'orientation et de l'insertion des jeunes, circulaire de l'orientation active et texte de la préparation de la rentrée 2008

Exit Pierre Lunel, exit Bernard Thomas...

La fonction de délégué interministériel à l'orientation semble avoir vécu puisque la nomination du remplaçant de M. Thomas est reportée sine die.

Cependant, il est intéressant de relire le schéma national de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes à la lumière des deux textes fondateurs et majeurs de l'année 2008 pour le second degré : circulaire « orientation active » (22/01/2008) et préparation de la rentrée (BO du 10/04/2008).

On notera aussi que la loi LRU d'août 2007 s'inspire largement des préconisations de ce schéma, en particulier de l'axe 2.

Les différentes mesures du schéma et leurs correspondances dans les 2 textes :

Axe 1 : qualifier tous les jeunes

Mesure 1 : la découverte professionnelle pour tous les élèves de 3^{ème} :

Préparation de la rentrée : parcours de découverte des métiers et des formations à partir de la classe de 5^e, généralisée à tous les collèges en 2009.

Mesure 2 : entretien d'orientation personnalisé pour tous en classe de 3^{ème}, 1^{ère} générale, technologique et professionnelle, conduit par le professeur principal avec l'aide des COP.

Préparation de la rentrée : entretien personnalisé conduit par le professeur principal avec l'appui du COP, en 3^{ème}, 1^{ère} et terminale des LGT et LP.

Mesure 3 : entretien personnalisé pour tous les élèves de 1^{ère} année de Cap/BEP afin d'accueillir, de stimuler, de prévenir les décrochages.

Préparation de la rentrée : en première année, entretien : élément essentiel contre le décrochage et les sorties sans qualification

Mesure 4 : création d'un projet personnalisé d'orientation spécifique aux élèves handicapés applicable à partir de la fin de la classe de 3^{ème} et jusqu'à l'entrée dans l'enseignement supérieur ou dans la vie active.

Orientation active : une attention particulière doit être portée aux lycéens handicapés pour les aider à formuler leurs projets d'études supérieures

Mesure 5 : en classe de seconde et de première, l'heure de vie de classe sera désormais consacrée en grande partie à la mise en œuvre d'un programme centré sur la connaissance des grandes filières de formations et les possibilités d'insertion professionnelle post bac.

Préparation de la rentrée : le programme annuel d'information et d'orientation comportera un volet relatif à l'orientation active vers le supérieur : information centrée sur les indicateurs de réussite aux examens et diplômes, de poursuite d'études et d'insertion professionnelle

Mesure 7 : développer l'apprentissage en LP et à l'université

Préparation de la rentrée : alternance par le DIMA (« voisin » de l'apprentissage) pourra être ouvert dans les LP ou les CFA

Axe 2 : Orienter activement vers l'enseignement supérieur pour l'emploi

Mesure 8 : ouvrir toutes les possibilités d'études à travers un dossier unique de candidature à l'enseignement post bac, généralisé dans toutes les académies d'ici 2009.

Orientation active : l'usage de l'application admission postbac sera généralisé à toutes les académies et formations supérieures pour la rentrée 2009

Mesure 9 : conseil de classe d'orientation du 2^{ème} trimestre de terminale devient un conseil dédié à l'orientation.

Orientation active : la réunion du conseil de classe de terminale sera consacrée à l'orientation (2^{ème} trimestre souhaitable)

Mesure 10 : orientation active : prendre connaissance du contenu exact de la formation de ses exigences de ses débouchés ; l'université adressera à l'élève un avis sur chacun de ses vœux.

Orientation active : cette démarche doit permettre d'informer les lycéens sur le contenu et les débouchés des filières ainsi que des perspectives d'insertion professionnelle. Il s'agit d'exprimer un conseil d'orientation sous la forme d'un avis personnalisé.

Axe 3 : coordonner, évaluer, informer.

Mesure 21 : la généralisation des observatoires doit devenir effective sur chaque site universitaire pour la rentrée 2008.

Mesure 22 : un portail national d'information de référence.

Orientation active : les établissements veilleront à ce que leur offre de formations soit aisément accessible tant sur le portail étudiant que sur leur propre site

Préparation de la rentrée : l'information donnée aux lycéens s'appuiera sur les statistiques élaborée par les établissements d'enseignement supérieur concernant les indicateurs de réussite aux examens et diplômes, de poursuite d'études et d'insertion professionnelles

Axe 4 : mobiliser tous les acteurs : les entreprises, les enseignants.

Mesure 25 : signature d'une convention entre les représentants des entreprises et le délégué interministériel à l'orientation.

Préparation de la rentrée : création de banques de stages, qui s'appuieront sur les propositions des organisations patronales et professionnelles territoriales ; meilleure connaissance des entreprises : les chargés de mission école-entreprise devront animer et coordonner les actions de partenariat entre l'école et les milieux professionnels

Mesure 26 : former les enseignants à l'orientation tout au long de leur carrière.

Orientation active : la formation des enseignants des lycées dans leur rôle de conseil appelle une adaptation rapide des plans académiques de formation. Les universités veilleront à assurer l'information des enseignants des lycées sur les filières de formation.

Grande absente des derniers textes, la délégation interministérielle à l'orientation qui n'est citée nulle part ; cependant, force est de constater que nombre de ses préconisations sont reprises dans ces deux textes.

Autres grands absents :

- les CIO qui dans la Mesure 20 devait assurer la coordination locale du recensement des jeunes sortis du système scolaire sans qualification : mais c'est sans compter avec les différentes mesures de lutte contre le décrochage, pour la qualification de tous, pour une meilleure information sur les métiers donc une meilleure orientation, pour une aide spécifique aux handicapés, et la modification de la voie professionnelle.
- Les COP, conseillers-métiers (**Mesure 27 : il s'agit de former des conseillers d'orientation dont le métier sera centré sur la mission de faire connaître le monde économique, les entreprises, les formations et leurs possibilités d'insertion professionnelle.**). Nous sommes satisfaits que cette mesure n'ait pas été retenue, il semble que les professeurs soient à l'avenir chargés de cette tâche (cf.infra).

Les COP cités en appui des professeurs lors des entretiens personnalisés : nous ne sommes pas a priori hostiles à une complémentarité de travail avec les professeurs principaux, au contraire : il est dans leur mission de recevoir les jeunes et leur famille afin de préparer leur orientation d'une part, et d'autre part, les COP ne peuvent matériellement pas recevoir chaque élève de 3^e, 1^{ère} et terminale, LP en entretien.

Nous déplorons cependant que dans ces deux textes fondateurs, il ne soit mentionné nulle part le rôle important du COP dans l'élaboration du projet professionnel du jeune, ni sa fonction de conseil en orientation garantissant objectivité et neutralité, sa contribution à l'égalité des chances, de conseiller technique du chef d'établissement, son rôle dans l'AIS, entre autre.

Concernant le « **service public de l'orientation** » le ministère semble avoir fait le choix d'inciter (fortement) les professeurs (collège, LP, lycée, université) à s'impliquer : (cf. cahier des charges de la formation des maîtres en IUFM : **« l'ouverture vers le monde professionnel est une exigence : tout enseignant est concerné par l'avenir professionnel de ses élèves. Afin d'assurer sa mission d'orientation, il doit avoir une connaissance de la réalité économique, du marché de l'emploi et de la diversité des métiers »** encart BO n° 1 du 04/01/2007)

- soit directement lors des entretiens avec l'« appui » des COP (en établissements et à l'université) ;
- soit en faisant « découvrir les métiers et les formations » à travers des dispositifs (DP3, DIMA, orientation active, parcours de découverte des métiers et des formations en 5^e, liaison école-enreprise) avec l'aide des chefs d'entreprise et organisations professionnelles.

L'année 2008 sera-t-elle celle de la présidence française de l'union européenne, qui a retenu la question de l'orientation comme axe stratégique dans le domaine de l'éducation, **et celle du grand retour des professeurs du BUS « chargés d'attirer l'attention des élèves sur le problème du choix des études et de la profession » (décret du 17/10/1957), avec l'extinction lente et programmée des COP ?**

Sylvie Cheula.



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2007 – 2008

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____
Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2007-2008 est de **45 € pour les actifs** et **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement au trésorier (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2007 au 30.09.2008.